Bulletin humanitaire

R.D. Congo

Numéro 16| Mai 2019



Au sommaire

Une assistance multisectorielle dans un environnement toujours changeant P1

La Tshopo : province oubliée P2

Renforcer la protection communautaire, une nouvelle approche d'aide aux personnes vulnérables dans le Masisi P3

Tanganyika : résurgence des conflits communautaires, frein à l'action humanitaire P5

FAITS SAILLANTS

- Le Fonds Humanitaire de la RDC a alloué des fonds à des organisations dont les projets ont démarré en mai. En 2018, 2,54 millions de personnes ont pu bénéficier d'une assistance grâce au Fonds.
- Les acteurs de la province de la Tshopo estiment qu'elle est hors des radars des acteurs humanitaires et de développement. Elle mérite plus d'attention.
- Pour une province longtemps affectée par des crises humanitaires à répétition, trouver une nouvelle approche d'aide aux personnes vulnérables est une nécessité. Les acteurs humanitaires du Nord-Kivu estiment qu'une participation plus accrue des communautés contribuerait à accélérer leur relèvement.
- Les conflits intercommunautaires demeurent dans le Tanganyika. Bien que confrontés au manque de capacités, les acteurs humanitaires continuent à assister les plus vulnérables dans un contexte sécuritaire volatile.

CHIFFRES CLÉS*

Cas de choléra en 2019, au 02 juin 2019	12 161 cas, dont 272 décès
Cas de rougeole en 2019, au 02 juin 2019	102 271 cas, dont 1 744 décès
Cas d'Ebola au 19 juin 2019	2 190 cas, dont 1 445 décès

**Données épidémiologiques fournies par le Ministère de la santé.*
Les cas et décès Ebola incluent tant les confirmés que les probables.

FINANCEMENT

1,65 milliard
Fonds requis (en US$)
20,4% financé (au 19 juin 2019)

Fonds Humanitaire : une assistance multisectorielle dans un environnement toujours changeant



Consultation gratuite au centre de santé de Kibati, dans la province du Nord-Kivu ; financement Fonds Humanitaire RDC. ©OCHA/Baron Nkoy

Dix pays donateurs[1] ont contribué au Fonds Humanitaire en 2018, permettant ainsi aux acteurs humanitaires de répondre aux besoins urgents d'au moins 2,54 millions de personnes, dont 2,11 millions de femmes et d'enfants. C'est une des conclusions du Rapport Annuel 2018 du Fonds Humanitaire en République Démocratique du Congo (FH RDC), publié en mai 2019.

Avec 67,9 millions de dollars alloués en 2018, Le Fonds a rendu possible la mise en œuvre de 125 projets humanitaires via 62 partenaires, notamment dans des zones où l'accès aux services de base est limité.

Les activités réalisées dans les régions d'intervention ont bénéficié à tous les secteurs[2] cibles de la réponse humanitaire.

Maintenir le cap du partenariat en 2019

En 2019, le Fonds continue à assister les populations les plus vulnérables en travaillant conjointement avec ses partenaires pour répondre aux besoins prioritaires, faisant de ce mécanisme financier, l'un des plus anciens de tous les fonds, un outil crucial pour l'action humanitaire en RD Congo.



Depuis le début de l'année, la coordonnatrice humanitaire a approuvé trois allocations d'un montant total de 56,6 millions de dollars.

En janvier, 45,2 millions de dollars ont été alloués, permettant à 36 partenaires d'exécuter des projets d'assistance multisectorielle

[1] Les dix pays donateurs sont le Royaume Uni, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, la Belgique, l'Irlande, la Norvège, le Canada, la Corée du Sud et le Luxembourg.

[2] Sécurité alimentaire, articles ménagers essentiels et abris, santé, nutrition, eau, hygiène et assainissement, éducation, protection et logistique

sur le long terme. Ces activités lancées en mai ont pour objectif, entre autres, d'appuyer les populations retournées et les communautés déplacées, de prévenir les épidémies de choléra, tout en soutenant les mécanismes communautaires existants. Certains projets visent également à soutenir l'assistance dans les domaines de l'éducation et de la protection des enfants. Face aux infrastructures routières endommagées, plusieurs activités sont mises en place pour restaurer l'accès. Plus d'un million de personnes bénéficieront de cette assistance.

Le contexte humanitaire en 2018 est resté alarmant, principalement en raison de nouveaux déplacements internes, une situation d'insécurité alimentaire touchant 101 des 145 territoires, deux épidémies de maladie à virus Ebola enregistrées, ainsi que de nombreux cas de choléra, de rougeole et de fièvre jaune.

CHIFFRES CLÉS

- Report de 2018: 55,5 M
- Contributions 2019 (payé, en cours, promesse) : 23,2 M
- Allocations 2019 : 56,6 M
- Budget programmable fin mai 2019 : 10,3 M

En mars le Fonds a alloué 1,4 million de dollars en réponse à la crise de Yumbi, dans la province du Maï-Ndombe. Le conflit survenu fin décembre 2018 dans cette zone de santé a entrainé la mort de plusieurs centaines de personnes et provoqué des déplacements de personnes. La situation nécessitait une réponse dans tous les domaines, avec comme priorités l'aide alimentaire, l'eau, hygiène et assainissement, la protection et la santé. Le financement vise à améliorer l'accès et la qualité des soins de santé et des services de protection, bénéficiant à plus de 30 000 personnes.

Soutenir les zones affectées par l'épidémie d'Ebola

Fin mai, le Fonds a alloué 10 millions de dollars en réponse à la crise Ebola au Nord Kivu et en Ituri.

La Tshopo : La province oubliée

Avec un peu moins de 200 000 km² de superficie - plus de six fois que la Belgique -, la province de la Tshopo est la plus vaste de la RDC. Contrairement à sa voisine de l'Ituri, où les problèmes humanitaires liés aux épisodes de violence surgissent de temps en temps, la Tshopo est sortie de la spirale des conflits depuis 2001. Considérée comme une province en situation de ''post-conflit'' et relativement stable depuis plus d'une décennie, elle est, de l'avis de nombreux observateurs, un champ propice pour expérimenter des programmes de relèvement et de transition vers le développement. Entre autres atouts, son sol est très fertile et favorable aux activités agricoles. Un investissement de l'Etat dans le secteur agricole pourrait relancer l'économie locale et améliorer les moyens de subsistance des populations. Cependant, la province peine à mobiliser l'attention des partenaires au développement.



Le sous-investissement dans le secteur a largement contribué à la dégradation du système sanitaire dans la province de la Tshopo. © OCHA/S. Mabaluka

« Très peu de bailleurs et d'organismes de développement se sont positionnés dans la province pour renforcer la résilience communautaire. De nombreuses problématiques structurelles n'ont pas été suffisamment gérées ou prises en charge par les autorités. Cela a dû générer de nouvelles situations humanitaires, telles que des déplacements de population à cause de l'insécurité, des épidémies à cause de la dégradation du système sanitaire, des difficultés d'accès à l'éducation, et la dégradation d'infrastructures routières, etc. En somme, le tableau est sombre », selon un acteur de développement local de Kisangani.

Persistance des problèmes humanitaires

Au début de cette année, des inondations dans les zones de santé d'Isangi, Opala et Yabaondo ont touché près de 40 000 personnes (plus de la moitié de la population). Bien que ce phénomène naturel soit cyclique et prévisible, aucune action n'est entreprise pour réduire les risques et mitiger l'impact sur la vie des populations, condamnées à vivre ce sinistre de façon répétitive.

Jadis considérée comme une province relativement stable sur le plan humanitaire, la Tshopo nécessite à ce jours une attention des acteurs d'aide. Le retard qu'ont connu les activités de développement attendues depuis sept ans a replongé la province dans un début de crise humanitaire. En dehors des situations internes et qui sont encore presque négligeables, elle subit les effets de la situation de ses voisines souvent affectées.

La province est en proie à de nombreuses épidémies quasiment chaque année, dont la rougeole et le choléra. Depuis janvier 2018, la rougeole a touché 22 des 23 zones de santé de la Tshopo. Au 30 avril 2019, la Division provinciale de la santé a rapporté plus de 22 000 cas.

En termes de mouvement de population, plus de 13 000 personnes sont en déplacement dans la région d'Ubundu (environ 125 km de Kisangani) fuyant l'insécurité dans la région de Lowa. Plus de 10 000 autres ont trouvé refuge dans la région de Bafwasende à 350 km du centre-ville de Kisangani. Par ailleurs, l'absence de véritables programmes de relèvement accentue l'enclavement et la dégradation des infrastructures sociocommunautaires (routes, écoles, centres de santé, marchés). Présentement, à peine une poignée d'organisations humanitaires interviennent dans la Tshopo, alors que certaines de ses contrées font face à d'importants besoins humanitaires, comme la localité d'Ubundu-centre et ses environs. Selon l'ONG Agence de Développement et de Solidarité Paysanne, cette région a accueilli plus de 10 000 personnes déplacées depuis le début de l'année 2019 suite à des affrontements entre miliciens et militaires ainsi que des conflits coutumiers dans la région de Lowa (250 km de Kisangani).

Depuis sept ans, la communautaire humanitaire a passé le relais aux acteurs de développement, le plaidoyer pour la poursuite de l'aide d'urgence ne concernant qu'une poignée des zones telles que Lowa. Pour une province comme la Tshopo, l'urgence, c'est la mise en place du nexus humanitaire-développement, avec un accent particulier sur l'amélioration de l'accès physique, l'accès aux services sociaux de base et l'accès aux ressources de production.

Renforcer la protection communautaire : une nouvelle approche d'aide aux vulnérables dans le Masisi



Voilà ce qui reste de la maison de ce citoyen après les conflits dans sa contrée. © OCHA/T. Ripani

Depuis plusieurs années, le Nord-Kivu détient le triste record du plus grand nombre de groupes armés dans l'ensemble de la République démocratique du Congo. Pour la population, la présence des groupes armés se traduit par un quotidien rythme par des tracasseries et contraintes. Les opérations de traques de ces groupes par l'armée congolaise et les affrontements intra-factions armées entraînent de multiples conséquences sociales, économiques et humanitaires. Les civiles se retrouvent le plus souvent dans une vulnérabilité nécessitant une assistance extérieure. C'est ici qu'interviennent les acteurs humanitaires. Le Territoire de Masisi n'est pas épargné par cet état d'insécurité. Les humanitaires ne se laissent pas ébranler. Alimata Ouattara, responsable du cluster protection de Goma, partage son expérience inédite de la situation difficile du territoire de Masisi au Nord-Kivu.

Comment la vie des congolais est-elle touchée ?

L'éventail des cas peut être très large. Les exactions des groupes armés peuvent aller de la collecte de taxes illégales, à la création de barrières payantes, aux arrestations arbitraires, enlèvements, viols ou meurtres. Lors des combats entre différents groupes, les maisons sont pillées, détruites ou incendiées par les belligérants. Entre janvier 2019 et le 23 avril 2019, 680 cas d'incidents de protection ont été signalés dans le Masisi. Face aux violences, la population n'a que la possibilité de s'enfuir pour se mettre à l'abri. Selon la Commission mouvements de population, plus de 272 600 personnes déplacées dont près de 51 000 dans des sites de déplacés ont trouvé refuge dans le territoire de Masisi, au 25 avril 2019. La situation est loin de connaitre une amélioration car, depuis fin avril 2019 la

violence a pris une ampleur inquiétante, entraînant l'accroissement du nombre de personnes à la recherche d'abri. Selon la Commission nationale des réfugiés (CNR), il s'agirait d'environ 20 000 personnes nouvellement affectées. Nous avons aussi appris qu'environ 20 écoles dans les groupements de Boabo, Biiri, Banyungu et Bafpuna ne fonctionnent plus. L'impossibilité pour les enfants d'aller à l'école les expose à plusieurs risques dont le recrutement par des groupes armés ; ils n'ont ni occupation ni espaces de divertissement pour passer leurs journées.

Comment la communauté humanitaire compte apporter une réponse à ces vulnérables ?

Plusieurs organisations humanitaires mettent en place des projets prenant en compte des solutions durables au profit des communautés. C'est le cas du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Conseil Norvégien des réfugiés (NRC). Cette approche permet aux communautés affectées d'être mieux préparées et réactives face aux dangers qu'un environnement si volatile entraine. En partenariat avec la CNR et Caritas Goma, le UNHCR va lancer un projet de protection à Mweso, Kirumbu et Kashuga, dans le groupement de Bashali Mokoto. Ce projet de six mois (du 1e juin au 31 décembre 2019) vise à contribuer à la réduction des risques de violation des droits humains dans les communautés affectées par les déplacements de populations. Au-delà des activités principales, telles que le suivi des cas de violations de droits humains dont la population a été victime, – en collaboration avec les structures communautaires – il combine aussi une assistance en appui aux moyens de subsistance et des projets à impact rapide soutenant la protection et la cohabitation pacifique entre les déplacés et les communautés d'accueil. A cela s'ajoute également l'assistance en abris. La finalité de ce projet est aussi de garantir aux personnes déplacées un logement digne et la facilitation de l'accès à la terre pour permettre à la population de se maintenir grâce à l'agriculture.

Les Congolais font très souvent preuve d'une résilience exceptionnelle. Ce sont les ressources qui leur font très souvent défaut. Si les moyens leur sont donnés, les déplacés internes et les communautés locales seront à même de mieux se protéger, de soutenir leurs familles, de contribuer à la coexistence pacifique avec les communautés d'accueil, ainsi que de s'aider mutuellement à reprendre le cours de leur vie. C'est en ceci que se résume la protection communautaire.

Quelle est la particularité de ce projet par rapport à d'autres activités, en termes de protection ?

L'élément le plus intéressant et novateur du projet est l'accent mis sur la protection communautaire. En effet, au niveau des communautés locales, beaucoup d'initiatives sont prises pour aider les plus nécessiteux : cela peut aller de l'association de mères bénévoles qui donnent une partie des produits de leurs champs pour aider les victimes de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG), à l'église locale qui offre des salles ou des terrains pour accueillir des enfants orphelins et les mettre à l'abri des violences. Mais ce n'est pas de la simple action caritative. Les autorités locales jouent aussi un rôle clé dans la liaison avec les acteurs humanitaires, tandis que les comités de déplacés ou de support des victimes de VSBG sont fondamentaux dans le référencement des victimes aux structures qui puissent leur offrir des soins appropriés. C'est pour cela que l'UNHCR a décidé de miser sur une approche combinée de la réponse en protection, qui puisse inclure, d'une part, des activités de réponse d'urgence « classiques », et d'autre part, des activités qui puissent renforcer la résilience de la protection communautaire. Ceci pourrait réduire l'impact des nouveaux déplacements sur les communautés d'accueil et le risque des conflits entre différents groupes et communautés.

Que veut concrètement dire « renforcer la protection communautaire » ?

Le renforcement de la protection communautaire signifie offrir un soutien aux organisations et structures communautaires déjà existantes –formelles ou informelles – qui œuvrent à garantir la protection des personnes vulnérables. Ce soutien peut se matérialiser sous différentes formes, toujours liées aux nécessités du contexte. Tantôt, il s'agit de combler des lacunes logistiques avec des fournitures de bureau, tantôt des manques de capacités organisationnelles, à traiter avec des formations spécifiques. D'une telle manière, même s'il est censé s'adresser principalement aux déplacés internes et aux familles qui les hébergent, le projet en réalité s'étend à toute la population. Il s'agit également de renforcer la responsabilité des autorités locales pour la protection des déplacés à travers, entre-autres, le soutien au dialogue entre les autorités, les déplacés internes et les communautés d'accueil sur la situation de protection dans la zone. Cette approche vise à engager d'avantage les autorités locales à assumer leurs responsabilités de protection de population, y compris des déplacés et encourager des solutions locales au déplacement.

Tanganyika : résurgence des conflits communautaires, frein à l'action humanitaire

Un mélange complique lie à des questions d'occupation territoriale et d'accès aux services sociaux de base on ravive des tensions entre les communautés Luba et Twa. Lorsque chacun s'est doté d'une milice la situation s'est détériorée.



Incendie d'un village, dans la région du nord de Kalemie. ©OCHA/JL. Mbalivoto

Entre avril et mai 2019, le territoire de Kongolo a rapporté 122 incidents de sécurité dont la majorité sont liés à la violence, entrainant au moins 15 morts et des déplacements de population. A Kabalo, tout au long de l'année 2018, une accalmie relative a été observée, fruit des efforts de réconciliation engagés par les autorités et plusieurs acteurs de protection. Malheureusement, cette stabilité n'a été que de courte durée.

Entre août 2017 et janvier 2019, la Commission Mouvement de Population (CMP) du Tanganyika avait répertorié 24 000 retournées à Kabalo. Entre mars et avril 2019, environ 4 500 parmi eux ont été forcés de fuir à nouveau.

Réponse d'urgence en marche, les chances de résilience compromises

Plusieurs déplacés sont dans des zones difficiles d'accès ; les uns restent dans des écoles, les autres se trouvent dans des églises, en famille d'accueil ou encore en brousse. A Kabamba, les déplacés internes qui ont élu domicile dans des écoles perturbent la scolarité des enfants ; la situation est similaire à Luizi.

La réponse humanitaire en faveur des déplacés de Kabamba et Lwizi s'est mise place via l'ONG Catholic Relief Service qui a distribué des articles ménagers essentiels en mai 2019. Cependant, aucun autre acteur n'est présent dans les domaines des vivres et soins médicaux.

Pour la communauté humanitaire de Tanganyika, la résurgence des violences intercommunautaires risque de compromettre les efforts de résilience. Depuis plusieurs années, l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial (mènent un projet « Achat pour le Progrès », permettant de faire la transition de l'assistance alimentaire par la relance de la production agricole pour la réduction de l'insécurité alimentaire.

Le projet intègre l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes, et la promotion de la cohésion sociale, sur l'axe Nyunzu – Lwizi. Dans la même zone, l'ONG OXFAM mène aussi des activités de relance agricole ciblant 2 000 ménages vulnérables à Kabalo.

Depuis avril 2019, cet axe abrite 1 244 ménages déplacés. Si l'insécurité se poursuit, il n'est pas impossible que ce chiffre augmente, avec le risque d'exercer une pression démographique sur les ressources locales disponibles, et notamment l'alimentation. Cela pourrait aussi avoir un effet négatif sur le projet en cours à Kabalo.

Kabalo, signe annonciateur du conflit ?

Avec la résurgence du conflit communautaire à l'Est de Kabalo, les violences communautaires dans le Tanganyika se cristallisent, prenant à contre-pied les efforts de restauration de la paix et de relance économique de cette province. A Kalemie, la situation semble se compliquer davantage, car depuis le dernier trimestre de 2018, les région Sud, Ouest et Nord restent inaccessibles sur certains axes les plus fréquentés. Aucune activité humanitaire n'est en cours, malgré les besoins importants et urgents identifiés par plusieurs acteurs. Selon les résultats d'évaluation de la mission effectuée en décembre par les acteurs de protection, environ 80 000 personnes avaient exprimé des besoins dans plusieurs secteurs.

La situation générale de la province de Tanganyika s'est détériorée suite aux conflits intercommunautaires de 2016. Cette situation s'érige en frein à l'action humanitaire. Il est difficile de savoir quand et où un confit peut éclater dans la province. Le Tanganyika est l'une des provinces où des acteurs d'aide ont été pris plus d'une fois en embuscades par des hommes armés.

Dans le Territoire de Nyunzu, depuis mai 2018, environ 20% de l'ensemble des structures médicales des aires de santé ne sont plus opérationnelles, à cause de l'insécurité. Plus de 37 000 personnes sont ainsi privées de soins de santé. En avril, des acteurs humanitaires présents dans le sud du territoire ont été contraints de suspendre leurs activités de ciblage pendant plusieurs jours, à cause des affrontements communautaires et des opérations de délogement menées par l'armée.

OCHA continue son plaidoyer pour plus de présence humanitaire sur le terrain et pour que d'autres agences onusiennes viennent s'implanter dans le Tanganyika, pour une réponse multi-acteurs et multisectorielle afin de maximiser l'impact sur le développement humain dans la région.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Mankamba, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA RDC, *mankambadibaya@un.org*, Tél : +243817096801 / 995561149
Jean Jonas Tossa, Chargé de l'information publique, OCHA RDC, *tossa4@un.org*, Tél : +243 81 706 1242